

Enbata

Laborantza Ganbara
pas de Cassation

HEBDOMADAIRE
POLITIQUE
BASQUE
20 mai 2010
n° 2129
1,30 €

Antton Lafont

**Equilibrer
les territoires**





Faire flèche de tout bois

NOUS sommes à deux semaines du vote à l'Assemblée nationale de la réforme des collectivités territoriales. Quelle est la marge de manœuvre du Conseil des élus pour que le Pays Basque soit pris en compte? La délégation auprès d'Édouard Balladur, inspirateur de la réforme, s'est avérée sans effet. Le projet de loi du gouvernement soumis au Parlement a enterré le "Pays" ce mince ersatz juridique qui permettait à Iparralde de contractualiser son développement dans le cadre de la Convention spécifique en 2001 et du Contrat territorial en 2009. Une commission mixte, Conseil des élus-Conseil de développement (1), s'est alors donné pour mission d'amender le texte de loi en discussion au Sénat et à l'Assemblée. Dans notre éditorial du 10 décembre 2009 (Enbata n°2106) nous rapportions que sous la pression des agglomérations moyennes apparaissait la notion nouvelle de "Pôles métropolitains", établissement public en charge du développement économique, écologique, éducatif, de promotion, d'innovation, d'aménagement de l'espace, des infrastructures et services de transport. Ces pôles métropolitains devaient réunir 450.000 habitants avec une agglomération de 200.000 habitants.

Le Sénat, en première lecture, a ramené ces seuils démographiques à 300.000 habitants et 100.000 pour son centre. Nous ne sommes plus très loin d'une adaptation à la réalité d'Iparralde. Une nouvelle délégation basque, J-J. Lasserre, J-B. Etcheto et Battitta Boloki a rencontré le 6 mai dernier Dominique Perben, rapporteur du projet de réforme à l'Assemblée nationale, et lui a soumis trois amendements législatifs que les trois députés d'Iparralde doivent déposer à la Commission des lois et défendre au cours du débat. Si la mécanique est enclenchée, nos parlementaires auront-ils suffisamment de force de conviction pour être entendus? L'esprit de cette démarche est d'inscrire le Pays Basque dans le droit commun

de la réforme des collectivités territoriales loin des velléités, un moment manifestées, de solliciter un statut particulier type Corse. Nous saurons très vite si cette existence même a minima est recevable.

S'impliquer avec tous les acteurs de la société basque pour une reconnaissance du Pays Basque relève de l'art du possible, mais n'empêche en rien de développer une stratégie ouvertement dédiée à la création d'une collectivité territoriale. Ce sont même les votes majoritaires des maires, les manifs de masse, les référendums de Batera... qui sous-tendent et légitiment la présente démarche du Conseil des élus. Quel que soit le résultat du débat législatif, la feuille de route de Batera d'ici à 2014 doit se dérouler. Elle doit y intégrer le calendrier électoral dont l'échéance sénatoriale de septembre 2011 peut être exploitée, comme elle le fut déjà par deux fois. En 1992 Frantxoa Dascon, alors maire souletin d'Idaube-Mendi, avec son suppléant Jean Aniotzbehère, maire de Sare, avait recueilli, 127 voix soit 21,1% des grands électeurs basques. En septembre 2001, André Darraidou, alors maire d'Espelette et sa liste, élargissait le cercle en obtenant 190 voix et talonnait celle du troisième sénateur élu. Ces deux scrutins sénatoriaux ont marqué la revendication département Pays Basque et rien n'interdit de penser que nous puissions cette fois-ci enlever un siège de sénateur. Il faut s'y préparer dès à présent en y introduisant la nouvelle formulation "création d'une collectivité territoriale Pays Basque", notion d'autant plus large que nos futurs conseillers territoriaux siègeront à la fois au Conseil général et au Conseil régional.

(1) J. Abeberry, M. Casteigts, J. Elichondoborde, J-R. Etchegaray, J-B. Etcheto, J-M. Galant, A. Iriart, J-J. Lasserre, P. Mendiboure, E. Morvan (Sous-préfet), D. Moulija, J-M. Uhaldeborde et F. Maitia.

Egun eta bihar euskaraz hitza har !

IZENBURU indartsu honekin antolatua da Baxe Nafarroan lehen aldikotz Euskararen Eguna. Karia hortara, igande honetan, maiatzaren 23an, Donapaleun, egun osoan «euskara plazara, euskara mundura» leloa herritzeko parada izanen dugu "euskara ekarriz gogotik ahora"!

Alabaina, euskara, gure hizkuntza «berreskuratzea eta lotsa gabe baliazera» gomitatzen gaituzte Baxe Nafarroko 3 herri elkargok, Euskararen Erakunde Publikoak eta euskalgintzan ari diren tokiko elkarteek!

Euskarari gure atxikimenduaren erakusteko eta euskara beraren herritzeko okasione bikain bat gehiago eskainia zaigu hain xuxen ere Baxe Nafarroan euskarak indar guttitan duen eskualdean: Amikuzen.

2009-2010 ikasturteari lotuak diren datuen arabera, Baxe Nafarroan, ama eskola eta lehen mailetan ikasleen %52,4ak badu euskararekin harreman bat (edo elebidunean edo ikastoletan). Kolegioan aldiz %26ak eta lizeoan %16ak.

Ama ikastolei eta lehen mailai dagokienez, datuek argi erakusten dute Donapaleun euskarak igotzeko duen «malda»: ikasleen % 35a euskaradun klastetan da, Garazin %50a delarik eta Baigorri aldean %86a.

«Malda» horri gehitu behar zaizkio, Amikuze eskualdeari buruz errexkiago atxikitzen diren aurre-iritzi ezezkorrak...

Labur biltzeko euskarari dagokionez Amikuze «Baxe Nafarroako Erribera»rekin parezkutzen dituzten oharrak... Hots asmatzeko da euskaldun batek ere bere hizkuntza baliazeko hots «euskaraz hitza hartzeko» beharko duela aurre-iritzi horien gainditzeko indarño bat egin Donapaleun.

Alta, errealtate baikor batzu gero eta gehiago ezagutuak izaiten ari dira Donapaleu eskualdean: bertako antzerkilari talde gazteari esker, Libertimenduen bidez, Gaztetxeko ekitaldiak lagun besteak beste urtean zehar euskarak han gaindi badu bizitzeko parada.

Euskal hizkuntzak ezagutu duen gibelkadaren gainetik eta ezarri eta ezarriak zaizkion traba guzien gainetik jakin dezagun maiatzaren 23 hau euskaldun guziek erabiltzen jendeak orokorrean baikorkiago ikusten duen euskararen presentzia indartzeko Amikuzen, Baxe Nafarroan eta Euskal Herrian!

Goazen denak beraz, euskararen gozaterat eta gozaterat Donapaleura igande honetan. Gogoan atxikiz, antolatuzaileek egin gomitan agertzen den ausnarketa hau: «Orain bakotxari da bere harria ekartzea eta gauza hau posible egitea: elgar ikusiko dugunean, euskaraz mintzatuko girela, elgarri hitz bat igorriko dugunean, euskaraz idatziko dugula, eta elgarren artekoa apailatu nahiko dugunean, euskaraz pentsatuko dugula! Ez salbatzeko, baina BALIATZEKO eta GOZATZEKO...»



La marque territoriale

● Pantxoa Bimboire

UN chantier inscrit dans le Contrat territorial Pays Basque (signé en septembre 2008)

Dans le passé, beaucoup d'acteurs (CCI, association Hemen, entreprises affiliées à Lantegiak, etc.) avaient évoqué cet important chantier pour le Pays Basque. Pour 2010, ce travail est apparu comme un enjeu majeur, et, après l'officialisation par la signature du contrat, un référent est désigné au sein du Garapen kontseilua, depuis le 9 juin 2008.

Un gros travail déjà mené

Deux phases se sont déroulées: l'étude de l'opportunité du projet (décembre 2008/ juin 2009) centrée autour du projet identitaire du territoire (quelles valeurs partagées par les acteurs du territoire), et, l'étude de faisabilité (octobre 2009/février 2010), quel type de projet, et surtout, quel type d'organisation pour accompagner les différents secteurs d'activité.

Secteurs d'activité concernés

En effet, pour être le plus général possible (c'est le Contrat territorial qui est le principal initiateur), il a été recherché le plus de secteurs d'activité possibles. On pense tout de suite au secteur de prédilection: celui de l'agro-alimentaire, mais l'extension amont a aussi été de la partie (le monde agricole et sa production), ainsi que le tourisme pour lequel l'impact de l'image est très fort, les services, et un secteur rassemblé sous la désignation: culture/artisanat d'art. La liste n'est pas limitative et on peut envisager d'autres extensions à d'autres productions ...

Une difficulté à résoudre

Cette marque collective, multi-sectorielle donc transversale, est le bien commun du territoire Pays Basque. Elle est vue comme éthique (par référence aux valeurs du territoire), mais aussi pratique (elle doit aussi servir des intérêts économiques). Cette bivalence est source de discussions non encore tranchées. Le monde économique étant pour certains difficile à marier avec le monde de l'éthique...

L'avis du Garapen kontseilua, et les conditions d'adhésion

Comme usuellement «très travaillé» et, j'invite sincèrement le lecteur d'*Enbata* à le parcourir en détail, cet avis précise aussi les conditions d'adhésion à la marque. On l'a dit plus haut, elles doivent être adaptées à des multiples secteurs. Les voici:

- Justifier d'une activité de production de biens ou de services sur le territoire: siège social ou pouvoir de décision pour un établissement secondaire (il est donc introduit une nuance, pour sans doute, ne pas se priver de bonnes intentions, et, en la matière, au conseil de direction du 7 mai, il m'a été permis d'entendre le témoignage convaincant du directeur de l'hôpital de Baiona).
- S'inscrire le plus possible dans une démarche collective (type filière, cluster, interprofession, etc.). Néanmoins les cas d'entreprises «seules», seront étudiés aussi.
- Engagement clair sur la qualité des produits ou services: pour déterminer le niveau de qualité, l'appui et le leadership de la filière sera primordial.
- Une 4^{ème} condition est à la fois plus ambitieuse et



moins précise: c'est l'inscription dans une démarche de développement durable. Ici le Garapen kontseilua a évoqué des critères portant sur: l'environnement, la promotion de l'euskara, la qualité de l'emploi et la politique sociale, la participation à la vie publique du Pays Basque, la communication externe sur le territoire, la transparence par rapport à la clientèle, la politique d'achat responsable, l'éco-conception...

Réactions et comment avancer sur la marque territoriale

Les réactions lors de la présentation du conseil de direction ont permis de se rendre compte d'un clivage net éthique/pratique. On sent bien, de façon pratique et concrète qu'il sera difficile lors de sa mise en place de faire adhérer massivement le plus grand nombre possible d'entreprises si on met la «*barre de l'adhésion un peu haut*». Pour n'évoquer que le secteur agro-alimentaire, et on peut le ressentir dans le cluster naissant «*Uztartu*», il peut y avoir des réticences... De plus, nous ne pouvons, dans cette affaire, nous priver de l'effet de masse qui donnera aussi la vraie légitimité à la marque.

Mais on sent aussi qu'il n'est pas ambitieux ni courageux de ne pas mettre en perspective la 4^{ème} condition... Cela aussi a été rappelé par bien des acteurs au conseil de direction, pourtant de milieux très différents: hôpital, agriculteur, enseignement, etc. Il faudra aussi adapter, trier, et faire «*à la carte*» avec cette 4^{ème} condition: en effet, le sujet est très large.

Les tenants de cette option précisent aussi que c'est l'engagement de démarche de progrès qui fera l'adhésion, pas obligatoirement le degré atteint...

Néanmoins, et, s'il faut donner une opinion, il me semble pratique de débiter par un premier niveau (celui relatif aux 3 premières conditions d'adhésion) en ayant à l'esprit le travail sur un second niveau dans lequel cette condition de développement durable serait partagée...

Autres points importants dans ce chantier

L'avis du Garapen kontseilua précise aussi le suivi du chantier, son pilotage, ses «*gardiens du temple*» c'est-à-dire comment la philosophie de cette marque sera respectée dans son évolution, le rôle du Garapen kontseilua et des autres parties intéressées, de façon assez claire et engageante, mais je suis déjà arrivé au bout de mon article et vous renvoie au site pour vous délecter et apprécier ce travail fort intéressant, laster arte, heldu den hilabetean!

CETTE SEMAINE

TARTARO

S'EST ÉTONNÉ

●●● qu'une entreprise bretonne, Ecocéane, propose à BP un bateau dépollueur, susceptible d'aspirer jusqu'à 100 m³ d'hydrocarbures par heure, pour lutter contre la marée noire dans le golfe du Mexique... Chapeau les Bretons!

●●● et réjoui du retour en France de l'étudiante Clotilde Reiss retenue pendant 18 mois en Iran sans qu'"aucun marchandage n'ait eu lieu" prétend l'Elysée. Comme par hasard Ali Vakili Rad, condamné à perpétuité pour l'assassinat en France de l'ancien premier ministre du Shah Chapour Bakhtiar, a bénéficié d'une remise de peine et sera rendu à l'Iran. Normal, Kouchner, y rend!

●●● que le Festival de Cannes verse heureusement à son tour dans la défense des droits de l'homme. A la cérémonie d'ouverture, le fauteuil du cinéaste iranien, membre du Jury, Jafar Panahi est resté vide, car il se trouve en prison à Téhéran. Pour lui il vaut quand même mieux un fauteuil vide, qu'une chaise électrique.

●●● que la Libye ait été brillamment élue, à bulletin secret, pour siéger au Conseil des droits de l'homme de l'ONU. Sans qu'on ait eu besoin de torturer personne, l'institution a présenté un nombre de candidats égal à celui de sièges à pourvoir. Les mœurs libyennes ont déjà déteint.

●●● que le syndicat des écrivains égyptiens résiste à une plainte d'un groupe d'avocats islamistes demandant l'interdiction de la réédition du chef d'œuvre de la littérature arabe "*Les Mille et une nuits*" parce qu'il fait référence au sexe et encourage le vice et le péché. On dirait du Benoit XVI.

●●● pas tant que ça, de la suspension, vendredi 14 mai, par le Conseil général du pouvoir judiciaire espagnol, du juge Baltazar Garzón pour avoir voulu enquêter sur les crimes amnistiés du franquisme. Garzón, 54 ans, encourt une peine de 20 ans d'interdiction d'exercer. Si Baltazar parle d'or et que certains l'encensent, beaucoup le mettent en point de mire.



L'aménagement du territoire : ensemble sol + identité

Antton Lafont a été directeur de la CCI de Bayonne dans les années 80-90. Retiré à Zarauz, il a présidé l'Observatoire d'analyses économiques Gaindegia. Il vient de soutenir à l'Université du Pays Basque une thèse de doctorat consacrée à l'aménagement du territoire. Sa recherche porte notamment sur la précision politique et sociale qu'apporte le fait de considérer le territoire comme un ensemble sol + identité et la capacité de structuration des territoires qui font le choix d'introduire les aspects culturels dans la recherche de futurs communs. Peio Etcheverry-Ainchart a interrogé Antton Lafont pour Enbata. Voici leur conversation.

P EIO Etcheverry-Ainchart: **Le concept d'aménagement durable ou soutenable reste flou pour la plupart des gens, y compris la plupart du temps pour leurs élus.**

Quelles logiques fondamentales faudrait-il en retenir selon vous, pour éviter de tomber dans le catalogue inefficace?

Antton Lafont: Malgré son importance politique, la notion d'aménagement du territoire reste floue si les mots qui la composent ne sont pas précisés. Le territoire est composé de sol et d'identité et si un de ces termes,

l'identité, disparaît, il ne reste que le sol. C'est la raison pour laquelle, parfois, des opérations d'aménagement du territoire ne sont en réalité que des plans d'occupation des sols.

P. E-A: **Aménager, comme gouverner, c'est prévoir! On a souvent l'impression que les politiques d'aménagement répondent encore trop à la logique du court terme, par exemple à l'heure de gérer les infrastructures routières, ferroviaires ou aéroportuaires. Est-ce une impression ou les choses évoluent-elles en réalité dans le bon sens?**

A. L.: Une opération d'aménagement du territoire doit être capable de se développer sur des territoires ayant des identités différentes, mais qu'on a cherché à associer, par consensus, dans l'intérêt des populations concernées. Ressort déjà un autre critère, «*l'intérêt des populations*» qui suppose, dans le meilleur des cas, que l'opération d'aménagement du territoire doit être pensée et réalisée avec l'aide apportée par une solide participation citoyenne. C'est aux citoyens, et pas à leurs représentants, de déterminer leurs besoins, et aux politiques de les satisfaire. J.-J. Rousseau précise cette observation dans son œuvre «*Du contrat social*». Le peuple, écrit-il, ne doit pas démissionner ou déléguer son patrimoine, le pouvoir. Tout renoncement dans ce sens hypothèque la société civile à long terme. Souvent une véritable opération structurante d'aménagement du territoire est prévue pour des périodes de l'ordre de 50 ans minimum. C'est le cas des grandes infrastructures. En deçà, de simples plans d'occupation des sols seraient suffisants, si la composante identitaire dont le temps de modification la plupart des fois s'inscrit dans le très long terme, n'était pas en jeu. Ceci est propre aux actions qui, de près ou de loin, concernent les aspects culturels présents dans les véritables opérations d'aménagement du territoire.

P. E-A: **Aménager, c'est appréhender le temps, mais aussi l'espace. Là encore, le Pays Basque nord révèle une situation inquiétante car on continue à lancer de gros projets alors même qu'un schéma incontournable tel que le SCOT nord n'est pas achevé. Quelle lecture en faites-vous?**

A. L.: Ce qui paraît inquiétant est précisément l'impasse volontaire des composantes culturelles imposée dans des opérations d'aménagement du territoire. Le récent Schéma d'aménagement d'Iparralde est un paradigme de la confusion des genres. Les composantes culturelles qui y figurent sont de type formel dans un État qui ne veut pas entendre parler d'actions communes d'aménagement du territoire suivies dans l'ensemble d'un territoire, sol et identité, comme Euskal Herria.

Peut-on envisager une opération dite d'aménagement du territoire qui tienne compte des habitants de la rive opposée d'un cours d'eau de quelques dizaines de mètres de largeur, qui sépare deux États? Il est vrai qu'imaginer une opération d'aménagement du territoire qui concernerait Iparralde et Hegoalde paraît encore relever du mystère de la musique céleste.

Les relations trans-Bidassoa sont traduites en



Peio Etcheverry-Ainchart et Antton Lafont

TXETX ETCHEVERRY

EHLG : l'Etat jette l'éponge

Leçons à chaud d'une belle victoire



Mobilisation en faveur d'EHLG lors du procès en appel de Pau (18/2/2010)

Ce mercredi 12 mai, quand j'ai appris que l'Etat renonçait finalement à se pourvoir en cassation dans l'affaire Laborantz Ganbara, et que par conséquent la légalité d'EHLG était définitivement acquise, j'ai ressenti une joie plus intense que le jeudi précédant, en entendant le juge de la Cour d'Appel de Pau confirmer la décision de relaxe prononcée le 26 mars 2009 par le Tribunal de Bayonne.

Après avoir convaincu deux tribunaux du bien fondé de ses arguments, EHLG réussissait quelque chose d'encore plus fort : faire reculer l'Etat, pour la première fois depuis plus de 5 ans, lui faire jeter l'éponge.

La victoire était cette fois globale, politique, stratégique.

L'Etat aurait pu se maintenir dans la même logique qui a guidé son appel contre la première relaxe : maintenir une pression et continuer d'imposer une situation de tension destabilisante à Laborantz Ganbara, en espérant la pousser ainsi à la faute, en tentant d'affaiblir sa position.



*"EHLGk, auzitegiak konbentzitu ondoren,
bere argumentoen funtsaz,
maiatzaren 12an, Estatu gibelarazi du,
lehen aldikotz azken 5 urteetan !
Aldi honetan, irabaztea, globala,
politikoa eta estrategikoa izan da!"*

Un pourvoi en cassation prolongeait cette situation pendant un ou deux ans, et au vu de l'attitude de l'Etat ces dernières semaines (pourvoi en Conseil d'Etat dans l'affaire des donateurs d'EHLG, référé contre la commune de Saint Pée sur Nivelle, attaque contre la subvention du Conseil Général devant le Tribunal administratif...), on pouvait largement s'y attendre.

Mais ce n'aura finalement pas été le cas, ce qui signifie que l'Etat a renoncé à entamer une troisième manche, une troisième bataille.

C'est que la deuxième, contrairement à ses espoirs, n'avait pas affaibli EHLG, n'avait amoindri aucun de ses soutiens, bien au contraire.





Txetx Etcheverry

La solidarité s'était élargie, la capacité de mobilisation restait intacte, les alliés plus nombreux. Par contre, le camp des soutiens à la ligne de l'Etat avait fondu comme glace au soleil, le coût politique était chaque jour plus important et l'attitude de l'Etat le poussait chaque fois d'avantage à la faute jusqu'à devoir attaquer au Tribunal administratif un président de Conseil Général appartenant à l'UMP !

Bref, EHLG avait gagné la bataille de l'opinion publique, élément décisif qui allait entraîner la victoire globale, celle qui a provoqué ce recul inespéré de l'Etat.

Quelques leçons à chaud

La bataille d'EHLG restera un cas d'école, un exemple d'où il convient de tirer de sérieuses conclusions stratégiques pour nos diverses batailles et projets. En attendant de se livrer à cet exercice avec le temps et l'attention nécessaires, voici déjà quelques leçons à chaud d'une belle victoire :

✓une lutte menée par des moyens exclusivement pacifiques, non-violents a réussi à faire reculer l'Etat dans un bras de fer dans lequel il avait pourtant engagé toutes ses forces et sa crédibilité ;

✓la bataille de l'opinion publique, celle du renforcement croissant des soutiens et des alliances a pu être gagnée de par le caractère non-violent assumé, revendiqué de la lutte d'EHLG, mais également par la qualité de l'équipe dirigeante de la structure, les paysans du bureau d'EHLG, et bien évidemment de leur président qui se retrouvait au coeur de la mise en accusation Michel Berhocoirgoïn.



*"EHLGk irabazi zuen
iritzi publikoaren borroka,
elementu erabakitzailea,
EHLG irabazte globalara
eramanen zuena!"*

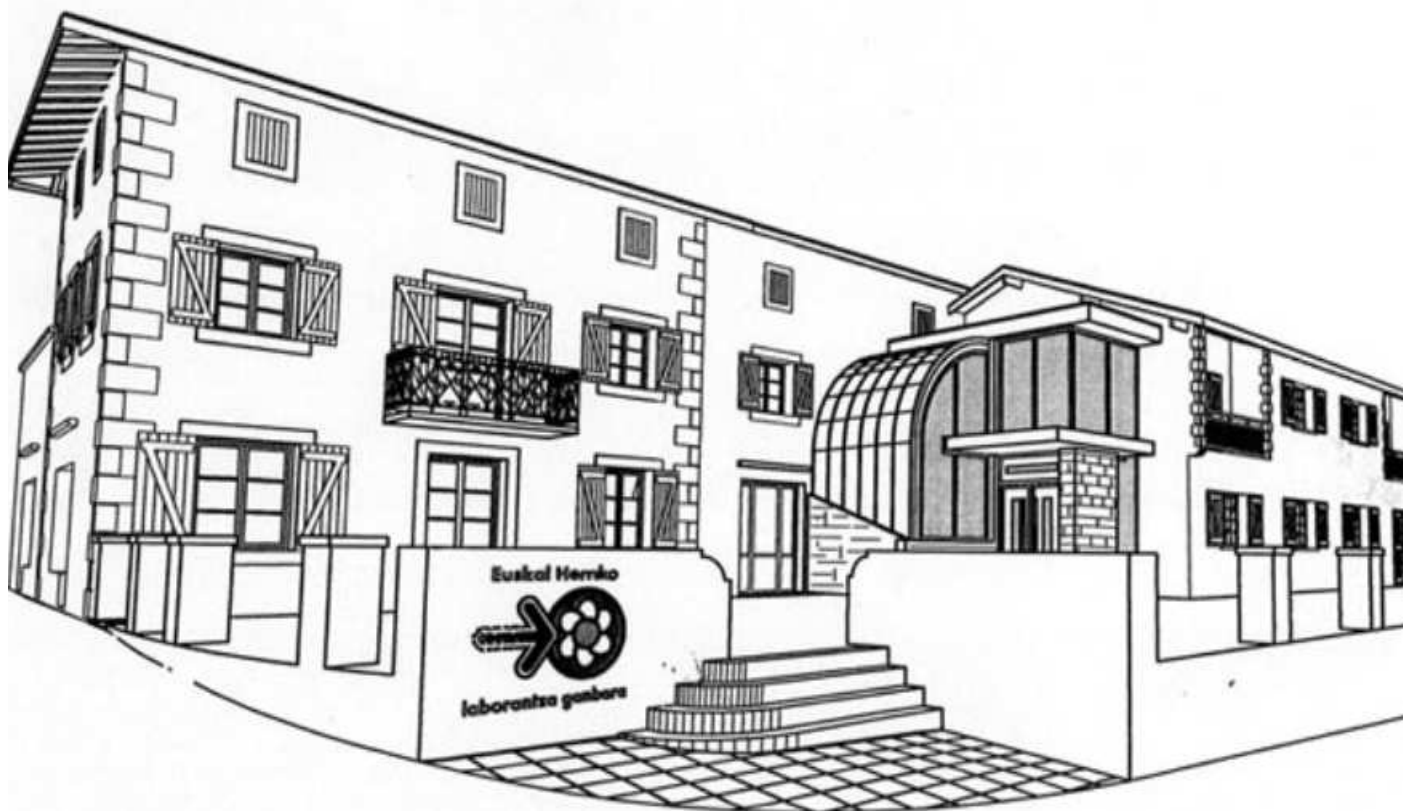
L'estime et le respect que suscitent leurs personnes et la qualité de leur travail, dans des secteurs très larges de la société, a été un atout décisif pour cette bataille ;

✓autant l'Etat a commis plusieurs erreurs stratégiques de taille au cours

de ces cinq années, autant EHLG a pris à chaque moment les bonnes décisions et réalisé les bonnes synthèses : bonne stratégie juridique (par exemple défense juridique basée sur le principe que plus un procès est politique et plus la défense doit être juridique et technique, etc.), bon timing des deux campagnes, la première longue et la seconde au contraire très resserrée dans le temps, les deux sur des thématiques différentes et adaptées à chaque moment de la bataille (bataille pour la relaxe dans un premier temps, contre le harcèlement dans un second), type de mobilisations, ancrées localement, permettant des alliances très larges, mobilisant les élus et la société civile, écho et soutiens obtenus hors du Pays Basque, diversité des registres touchés (de l'humour activiste à l'argumentaire technique voire austère, attention donnée tant au monde paysan qu'au reste de la société), etc.

✓enfin, la bataille de l'opinion publique a pu être gagnée grâce à la valeur intrinsèque du projet Euskal Herriko Laborantza Ganbara, son caractère spécifique et original.

EHLG est en résumé ce que les théoriciens de la non-violence désignent sous le nom de "*Programme constructif*".



EHLG illustration concrète d'un programme constructif



www.ehlgbai.org, site d'EHLG pour construire l'alternative nécessaire

Le programme constructif

Jean-Marie Muller le décrivait ainsi dans son remarquable ouvrage "Stratégie de la non-violence": "Le programme constructif consiste à organiser, parallèlement aux institutions et structures que l'on conteste et avec lesquelles on refuse de coopérer, des institutions et des structures qui permettent d'apporter une solution constructive aux problèmes posés. Il s'agit de mettre en place les bases concrètes de la nouvelle société, fondées sur la justice et la solidarité, pour laquelle la lutte a été entreprise. La réalisation du programme constructif doit permettre à ceux qui jusque là ont été maintenus dans une situation de mineurs à l'intérieur des structures économiques et politiques, de prendre en charge leur propre destin et de participer directement à la gestion des affaires qui les concernent. Ainsi la stratégie de l'action non-violente (...) n'attend pas la prise du pouvoir politique pour commencer à mettre en oeuvre les changements économiques et sociaux nécessaires. (...)

La réalisation du programme constructif permet que se mobilisent de nombreuses personnes qui ne sont pas prêtes à s'engager dans l'action directe. Lorsque celle-ci est suspendue, elle permet au mouvement de maintenir sa cohésion et son dynamisme tout en laissant aux militants le temps de reprendre souffle après les tensions nées de l'affrontement direct avec l'adversaire. (...)

La revendication et la demande doivent s'exprimer en s'appuyant sur un acte qui réalise les vertus et les qualités qui manquent à ce que nous contestons et constituer ainsi, sinon une solution, du moins une contribution positive à la recherche d'une solution (...)

Ainsi le programme constructif permet-il à l'action non-violente de dépasser les aspects négatifs qui caractérisent la contestation, la résistance et la non-coopération. Par lui, un mouvement non-violent

ne tient plus seulement sa consistance de ce à quoi il s'oppose, mais aussi de ce qu'il propose et réalise."

En quelques lignes, nous voyons ici admirablement résumées les atouts intrinsèques du projet Euskal Herriko Laborantza Ganbara, qui expliquent pourquoi il s'agit là d'une lutte qui peut s'inscrire dans la durée, qui permet une large participation et implication, en même temps que des alliances et soutiens des plus divers, qui permet d'aller chaque fois plus loin vers l'objectif recherché. Nous comprenons également en quoi ce style de logique est particulièrement bien adaptée au logiciel abertzale, qui n'attend pas la prise du pouvoir politique pour commencer à construire l'alternative nécessaire.

Quelle stratégie pour les décennies à venir

C'est en cela que l'exemple d'Euskal Herriko Laborantza Ganbara interpelle tous(tes) les abertzales des sept provinces, et pas seulement ceux d'Iparralde, quand à nos réflexions stratégiques sur l'évolution et l'avenir de notre lutte. Et je n'ai pas pu m'empêcher, ce mercredi 12 mai, tout en savourant cette belle victoire de Laborantza Ganbara, de me demander avec une certaine tristesse, où en serait Udalbiltza, quel chemin aurait parcouru cette première institution nationale représentant le Zazpiak Bat, composée par les élus municipaux des sept provinces, dix ans plus tard si le processus de Lizarra-Garazi n'avait pas été brutalement stoppé un 28 novembre 1999.

Il ne s'agit pas en se posant cette question de ressasser des souvenirs douloureux et polémiques, mais de réfléchir à la stratégie abertzale des décennies à venir. Euskal Herriko Laborantza Ganbara est un apport vivant et riche d'enseignements à une telle réflexion stratégique.

Txetx Etcheverry
txetx@wanadoo.fr

Kirola aski!!

Kiskil

Kirola maite ez duenak egon dadila bere xokoan isil- isilik! Ez dut kirolarik egiten, alfer horietarik izanez, baina beste batzuk ere kirola asko egiten dute, zabal-zabala jarriarik telebista aitzinean. Horiek ez dira sobera gurutzatu behar, solas nagusia kirolaren inguruan baitute! Horra kirolzale baten aste normal bat:

1) *Astelehena*: igandeko errugbi partiden emaitzen komentarioak, tokikoak edozein mailetan ari direnak. Gero pasatzen dira Frantses estatuko ekipa guziak banazka, jokalarien izenak botatzen dituztela.. Ezagutza handia senti da jende horiengan. Errugbia pasa eta, goazen pilotaren aipatzera.... Hor ere berdin ezker paretara eta trinketeko partida guzien itzulia egin behar.

2) *Asteartea*: to pausa eguna! Jajaja, bezperako kirolean adituak diren astekarien komentarioak, bai eta irratietan entzunak. Berriz aste!

3) *Asteazkena*: arratsarekin iraganen diren football partidak aipu.

4) *Osteguna*: egun lasaia izan da, ez da deus! Ba pentsa, larunbat eta igandeko partidak berriz aipu, nork jokatuko duen, nor baztertua izan den, etab.

5) *Ostirala*: litania berdina aste burua gogoan. Ez ote dute besterik buruan? Ez ote da deus pasatzen munduan?

6) *Larunbata*: egun garrantzitsua. Kirol hitzorduen arrangura! Ze tenoretan? Ze telebista katetan? Noren etxean begiratu? Bada zer egin igandea prestatu behar baita!!!

7) *Igandea*: azkenean! Ekipa sostengatzen duenaren soinekoa ezarri eta hop telebista aitzinean edo zelaian. Ze egun ederra!!

Kirolaren inguruan den merkatua harrigarria iduritzen zait. Hainbeste leku ematea bizi batean, ez ote da gehiegi? Prentsak ere badu bere ardurara. Jakitea, telebistak trumilka salduak direla, munduko zango-baloi txapelketa dela eta... izanen da oraino kirola aipagai!

Bon banoa liburu on baten erostera, horrela ni ere ene munduan sartu naiz, isil-isila.

□

Réductions fiscales

Quels dons déduire ?

Le législateur a souhaité favoriser les dons aux associations en permettant aux donateurs, sous certaines conditions, de bénéficier de réductions fiscales. Sont concernées les sommes d'argent bien sûr mais aussi les biens en nature ou les abandons de créance. Dans tous les cas, la volonté du donateur doit être sans équivoque et le don sans contrepartie.

Association d'intérêt général

Comme il n'existe pas de définition légale de l'intérêt général, le seul moyen de savoir si votre association est habilitée à établir des reçus fiscaux pour ses donateurs est d'en faire la demande formelle en remplissant obligatoirement le document CERFA n° 11580*03, appelé procédure de rescrit, et de l'envoyer par lettre recommandée avec accusé de réception à votre direction départementale des services fiscaux. Elle doit respecter un modèle type qui vous sera adressé.

L'absence de réponse dans un délai de 6 mois à partir de la réception de la demande vaut approbation de la part des services fiscaux. Attention ! La délivrance induite d'un reçu fiscale peut entraîner une amende fiscale égale à 25% des sommes indûment mentionnées sur ces documents et à la solidarité pour le paiement de cette amende des dirigeants de droit ou de fait si leur mauvaise foi est établie.



Pas se faire rembourser = don

A condition que l'association ait préalablement, par une décision de ses instances, décidé de façon officielle de rembourser les frais engagés par les bénévoles dans le cadre de l'objet social de l'association, ceux-ci peuvent renoncer expressément à se faire rembourser.

Il peut notamment s'agir du remboursement des frais de transport. La note de frais doit mentionner la renonciation au remboursement et l'association doit justifier comptablement la dépense et conserver ce document et les pièces justificatives.

Les cotisations aussi

Les cotisations peuvent également ouvrir droit à réduction fiscale à condition qu'elles aient été versées sans contrepartie. Elles peuvent alors prendre le caractère d'un don. Si vos adhérents bénéficient d'avantages ou de prestations (accès à une activité, abonnement à une revue, etc.) en contrepartie de leur cotisation, votre association ne pourra pas faire bénéficier son "donateur" d'un avantage fiscal. Toutefois, l'administration fiscale admet qu'en contrepartie, des biens de très faible valeur (pin's, autocollants, etc.) présentant une disproportion avec le montant de la cotisation n'excédant par le quart de son montant et d'une valeur maximum de 60 euros, ne sont pas de nature à remettre en cause la qualification de don "sans contrepartie".



L'Agenda de la Fondation

SAMEDI 22 MAI 2010 de 10h à 17h

MOBILISATION GENERALE DE BIZI ! pour le DIAGNOSTIC CITOYEN VELO (DCV)

POURQUOI ? L'objectif est d'atteindre 1 000 réponses aux questionnaires du DCV (A ce jour, 450 questionnaires ont été collectés.)

QUI ? Tous les membres de BIZI ! sont appelés à se mobiliser, ainsi que leurs ami(e)s et connaissances.

COMMENT ? Venez à vélo, si possible, ou prenez une pièce d'identité et un chèque de caution pour en emprunter un gratuitement.

Si vous êtes piétons, nous avons aussi une mission pour vous ! (marché, rues piétonnes, etc.).

Des groupes composés de 3-4 personnes se déploieront sur l'ensemble de l'agglomération bayonnaise : marché de Bayonne, rues piétonnes, bord d'Adour, bord de Nive, Tarnos, les plages, Chiberta, etc.

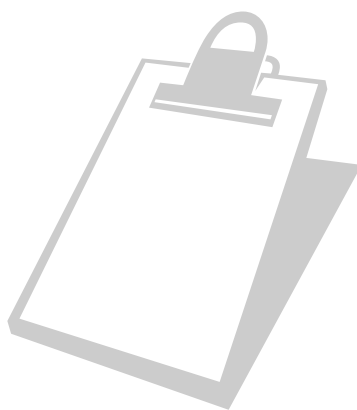
Pensez à prendre un pique-nique !

QUAND et OU ? Rendez-vous le samedi 22 octobre à 10h00 à la fondation MRA et au local de BIZI ! (à côté, rue des Cordeliers.

PARCE QUE LE MONDE NE CHANGE-RA PAS SANS VOUS... PLUS QUE JAMAIS, NOUS COMPTONS SUR VOUS !



Afin de préparer au mieux cette journée, merci de nous faire part de votre participation en nous répondant à bizi-velo@bizimugi.org ou en téléphonant à Iban au 06 73 85 38 56



Aldaren bloga :
www.mrafundazioa-alda.org



Fondation Manu Robles-Arangiz Institutua
20, Cordeliers karrkia
64100 BAIONA
☎ + 33 (0)5 59 59 33 23
www.mrafundazioa.org

Zuzendaria
Dani Gomez
Ipar Euskal Herriko arduraduna
Txetx Etcheverry
Alda!ren koordinatzailea
Xabier Harlouchet



“Il est vrai qu’imaginer une opération d’aménagement du territoire qui concernerait Iparralde et Hegoalde paraît encore relever du mystère de la musique céleste.”

“La mise en place d’un Conseil économique et social pour l’ensemble d’Euskal Herria paraît nécessaire pour faciliter le dialogue entre société civile et élus. Utopique?”

“Les opérations d’aménagement du territoire sont faites pour équilibrer des territoires parfois nettement plus vastes que ceux rencontrés à l’intérieur d’un seul Etat.”

données culturelles, économiques, sociales. Il s’agit de comportements naturels de la société civile, qui ne reçoivent que peu d’ap- puis d’une société politique qui aime se faire une peur contagieuse en évoquant la différence de potentiel économique de part et d’autre de la Bidassoa.

P. E-A: La conduite de l’aménagement du territoire en Hegoalde est à peu près méconnue ici. Est-il possible d’en donner une petite idée?

A. L.: Peu d’intérêt est prêté à l’aménagement du territoire d’Hegoalde et d’Iparralde. Quelle information institutionnelle est dispensée sur des opérations d’aménagement du territoire ou sur des plans d’occupation des sols de part et d’autre? Des opérations de caractère transfrontalier structurant ont-elles été portées à la connaissance des populations concernées? Ces opérations ont-elles fait l’objet, au moment de l’étude d’opportunité, d’une consultation des populations concernées d’Iparralde et d’Hegoalde? Des sujets tels que les aéroports d’Hondarribi et de Biarritz, les ports de Pasajes et de Bayonne, les parcs technologiques, les espaces d’expositions à Hondarribi et à Biarritz (quel gâchis, quelle foire), les transports en zone transfrontalière, n’ont pas mérité une seule ligne d’intérêt réel dans le Schéma d’aménagement cité plus haut.

Et l’accord de mise en place progressive de la conurbation Donostia-Baiona, comment se traduit-il au-delà de réunions sans aucune prévision budgétaire spécifique sérieuse? En politique, ce qui ne figure pas dans les budgets publics concernés n’existe pas.

P. E-A: Le Pays Basque pose un certain nombre de problèmes en matière d’aménagement du territoire, notamment par le fait d’être écartelé entre deux États qui n’en suivent pas les mêmes logiques et ont des règlements différents. Est-il envisageable de penser, à l’heure actuelle, à un schéma d’aménagement du territoire transfrontalier et l’Eurocité remplit-elle cette fonction?

A. L.: En ce qui nous concerne, en Pays Basque, le choix du territoire sur lequel nous pourrions aménager la vie de populations associables à identité et à économie différentes, est à étudier avec minutie de façon à atteindre les masses critiques nécessaires. Nous entendons souvent citer l’intérêt d’opérations d’aménagement du territoire Euskadi-Aquitaine. Avons-nous pensé que la superficie du territoire résultant serait occupée par la plus grande forêt d’Europe? Par contre, l’Aquitaine peut jouer un rôle intéressant dans un territoire qui s’étendrait entre la mer Cantabrique et la Méditerranée sous le modèle politique d’une Confédération d’Autonomies et de Régions, chacune se présentant avec son régime politique et ayant la capacité de rester ou pas dans le système de gouvernance. Il s’agirait du territoire «Pyrénées» où notre identité serait mieux garantie que dans l’exigu territoire constitué entre l’Aquitaine et la Communauté autonome basque, mendiant le nihil obstat de la Navarre pour former une nano région européenne.

P. E-A: Le Pays Basque est un territoire à forte identité. Cette identité s’est profondément ancrée au cours de l’histoire et matérialisée dans l’espace par une architecture, un urbanisme, des modes d’organisation de l’espace et de leur occupation par les populations. De ce fait, les nouveaux modes d’aménagement percutent la tradition, posant des questions complexes: rapport entre architectures traditionnelle et contemporaine, existence controversée d’un «parcellaire basque», gestion de la densité ou de l’habitat collectif dans un monde à longue tradition rurale, etc. Comment articuler les deux? Peut-on rêver à un aménagement du territoire à l’échelle de tout le Pays Basque en constatant le monde qui oppose une Biscaye ultra-urbanisée qui a «digéré» immeubles modernes et musée Guggenheim, et une Navarre ou un Pays Basque nord si conservateurs en la matière?

A. L.: La notion d’aménagement du territoire est polymorphe tant sur les aspects matériels que sur les immatériels. La systématisation de concepts qui composent la notion plurielle d’aménagement du territoire m’a permis de déterminer différents types d’aménagement du territoire et, par conséquent, de leur struc-

ture. C’est ainsi que peuvent être cités comme essentiels les types d’aménagement du territoire vitaux, défensifs, expansionnistes, structurants, culturels.

J’ai constaté que les opérations de colonisation ont révélé les caractéristiques de tous les types d’aménagement du territoire décrits. C’est à partir d’eux qu’il est possible de prévoir qui peut déclencher une opération d’aménagement du territoire par volonté propre ou par pression de lobbies.

La société civile a, bien entendu, son mot à dire dans la détermination des bases intan-



gibles des opérations d’aménagement du territoire, outils politiques de toute première importance car elles doivent garantir le progrès soutenable comme facteur essentiel de réalisation, qui exigera un Nouveau contrat social. En ce qui nous concerne, la mise en place d’un Conseil économique et social pour l’ensemble d’Euskal Herria paraît nécessaire pour faciliter le dialogue entre société civile et élus. Utopique?

Refusons le topique qui considère la politique comme l’art du possible. Il s’agit d’un aveu de fatalisme qui permet d’évaluer le dynamisme politique de ceux qui, passifs, suivent l’imposition du possible mais aussi de ceux, au contraire, pour qui la politique est l’art de rendre possible l’impossible.

En politique, les conséquences de l’apathie sont redoutables car elle génère des électeurs mous qui ont les élus qu’ils méritent. Le cycle est pervers.

P. E-A: En conclusion, le territoire Pays Basque au sens d’Euskal Herria porté par les abertzale peut être un sujet d’aménagement cohérent...

A. L.: Les opérations d’aménagement du territoire sont faites pour équilibrer des territoires parfois nettement plus vastes que ceux rencontrés à l’intérieur d’un seul État. Un exemple de réussite fut la Ligue Hanséatique qui, entre Bergen et la Lombardie, structura pour des siècles l’axe vertébral de l’Europe vivante et tolérante. L’exemple contraire fut l’absence de volonté d’aménagement du territoire de l’Arc Atlantique, paradigme de stérilité encore constatable dans certains cas, fruit de l’absence de vision temporelle et spatiale de la part de centralismes oiseux, et de l’Inquisition.



Euskaltzaleen biltzarra

L'année prochaine, Euskaltzaleen Biltzarra fêtera son 110^{ème} anniversaire. Fondée le 16 septembre 1901 à Hendaye, la vénérable institution fut la première association des euskaltzale soucieux de promouvoir et surtout normaliser l'utilisation de l'euskara.

Dans son sillage, quelques années plus tard, naîtront Eusko Ikaskuntza et Euskaltzaindia, qui partagent les mêmes objectifs.

Enbata a demandé à Piarres Ainciart, son collaborateur, président en exercice d'Euskaltzaleen Biltzarra, de retracer l'histoire de cette aventure née de la volonté des Azkue, Broussain, Hiriart-Urruti, Campion, Sabino Arana, Adema et Guilbeau. En voici le premier extrait.

EHUN urte baino gehiago duen elkarte baten Historia (artetan ixtorio zenbat kondatuz) nola laburbildu? Entseatzu. «Hondarribia» izeneko aldizkarian, J.A. Letamendiak idatzi zuen, 1990-ko azaroan: «Hendaian sortu zen 1901urteko irailaren 16ko bilkuran Euskaltzaleen Biltzarra, baina orduko izena «Fédération littéraire basque» zena eta ere antolaketa behin behinakoak ziren, probisionalak. Betiko izena eta antolaketa Hondarribian emanak izan ziren 1902 eko irailaren 11an». Bi bilkura horien gatik da errana izan Euskaltzaleen Biltzarra Hendaian sortu zela eta Hondarribian ba-

taiatua izan. Lehen presidentea Senpeter apez olerkari Adema Zaldubi zen, idazkaritza Guilbeau Donibane Lohitzuneko mediku eta auzapez ohiak betetzen zuela. Zer zen ba euskaltzale horien ideia, eta beraz, helburua, ja Hendaian aipatua izan zena eta Hondarribian garbiki zehaztua: ortografia bateratzea. Lehen bilkuran ziren gizonak, hala nola Azkue, Broussain, Hiriart Urruti, Campion, Sabino Arana, Adema, Guilbeau bereziki, arras arranguratuak zeuden euskararen egoera kezagarriaz. Baina nola ados izan, hoinbeste euskalki diferente erabiltzen zelarik, hoin desberdinak zirelarik



“1901an abiatu zen euskararen zaintzeko eta hedatzeko asmatua izan den elkarte lehena: Euskaltzaleen Biltzarra.”

sentsibilitate politiko eta ideologikoak Etxeparek (Hondarribian baitzen gero bera izan den buruzagia) Babeleko dorrea aipatu zuen eta Kepa Altonagak «*bordel historiko*» erran moldea erabiltzen du Hondarribiako bilkura deskribatzeko. Dena den abiatua zen euskararen zaintzeko eta hedatzeko asmatua izan den elkarte lehena, Mixel Itçainak denon «*amatxi*» deitzen duena, ezen gerxago sortu ziren Euskal Esnalea, Eusko Ikaskuntza eta Euskaltzaindia.

Iparraldeko jaunen afera

XXgarren mende hastapen haiek nahasiak ziren Frantzian, eta beraz Euskal Herrian, Gorrien eta Xurien arteko gatazkak zirela eta, ondorioak izanen zituztelarik gure elkartearen berean. Ikus horretaz zer dion Piarres Xarritonek, Euskaltzaleen Biltzarren Historia laburrean. Baina gerla handia hasi aitzin, kideak gero eta anitzago zeuden, biltzarrez biltzar. Azpimarratzekoa da urte haietan hasi zirela antolatzen euskarazko primak, istudiante eta apez gaienez 1919-an berriz haste, sariketak segituz, eskoletan eta Seminarioan. Erran behar da eskola publikoan, euskara haizu zela... frantsesaren erakasteko! Hitz bat halere orduko sentsibilitate politiko eta ideologikoez. Piarres Xarritonek esplikatzen digu nola Euskaltzaleen Biltzarra Iparraldeko jaunen afera bilakatu zen, gerlatik landa euskaldun gerlari ohiak «*la petite patrie dans la grande*» kokatzen baitzuten, eta «*Zazpiak bat*»-delako hitza bazkalondoko oihu euforiko eta debalde batean urtzen baitzen gehienetan. Aro hartako jende euskaltzale gehiena, Broussain, Etxepare eta beste zenbat salbu, ez zen abertzalea, gaurko kalifikatzailea erabiltzeko. Kepa Altonagak «*Etxepare Aldudeko medikua*» liburuan, Manex Goienetxeren iritziak inspiraturik, dio «*Euron burua arras euskalduntzat duten arren, Euskaltzaleen Biltzarreko kideek fortunaz, kulturaz edota karguz zubiarena egiten dute kultura frantsesarekin*» beren engeiamendua «*ekintza diletante*» bihurtuz, «*kutsu karlista*» zutela gehienek, frantses erregionalismoari buruz joanez. Burgesia erruralekoak ziren gehienak, Baionako afera-gizonak hotz zeudela eta, dio Kepa Altonagak, «*Maule edota Hazparnekoak ere absente*». Gaur errex zaigu obskurantismo horretaz trufatzea, abertzale argitu eta aitzinatzaileak baigira alabainan elkarteko gehienak! Eta Euskaltzaleen Biltzarra kritikatzan dutenak are garbi eta gogorrago, pentsa!



Resurreccion Maria de Azkue

Abiadura berria

Jada aipatua dugun Jean Etxepare idazle handiak hartu zuen, besteek emanik, elkartearen ardura, 1923an, lau urterentzat bakarrik. «*Ilido motza*» beraz, Piarres Xarritonen arabera, baina garrantzitsua, «*lo zegoen elkarteari abiadura eman baitzion*» Aldudeko medikuak, zion Piarres Lafittek. Azpimarratu behar da, ahantzi gabe, Jean Elizalde «*Zerbitzariak*» idazkari gisa egin zuen lana, bereziki lehendakariak asmatu zituen euskara-sariketak, haurrentzat eta apezgaiarentzat antolatuz. Luzaz iraun zuten lan horiek, 2.000 kopiraino helduko zelarik, geroago, iskribuen kopurua. Kepa Altonagak dio: Jon Casenavek sariketa horietan ikusi nahi du euskal irakurleria potentziala zabaltzeko Etxeparek bideratu ahalegin handi bat. Gainera, Seminarioan, Leon Leon, Piarres Lafitte, Larzabal honela hasi ziren idazten. Bera idazlea zelakotz zituen berdin ohoratu izan nahi Etxeparek Dibarrart Baigorriin (1923an) Manex Hiriart Urruti Hazparnen (1924an) Axular Saran (1925an) Louis Dassancen aldi luzea (1927-1959) jin zen gero, Zerbitzari bere lana segitzen zuela betiko karrekin, Oxobi ez urrun izanki. Gerlari ohien denbora zen, eta beren espazioa elkartean zeukaten. Orduan zen ere, eta hogoi urtez Dufau senperrara diruzain izan. «*Aintzina*» mugimendua sortuko zuen Lafitte zen orduan Euskaltzarren Biltzarrerat hurbildu.

Piarres Ainciart

L'Etat ne se pourvoit pas en Cassation

LA nouvelle espérée est confirmée: aucun recours en Cassation n'a été formé dans le délai de cinq jours francs. L'arrêt de la cour d'Appel de Pau du 6 mai devient donc définitif et la relaxe prononcée à l'autorité de la chose jugée. Euskal Herriko Laborantza Ganbara est définitivement relaxée: son objet, ses activités, son organisation et sa dénomination sont donc validés légalement.

La plainte, la perquisition, les trois années d'enquête judiciaire et les deux procès en correctionnelle n'avaient pas lieu d'être...

Pourtant la réalité a été celle-là. Euskal Herriko Laborantza Ganbara a subi des agressions et une pression constante pendant plus de cinq ans. Ces attaques injustes ont coûté cher à Euskal Herriko Laborantza Ganbara en temps, énergie et argent, mais l'association sort renforcée dans son droit et sa légitimité.

Euskal Herriko Laborantza Ganbara tient à remercier toutes les personnes, paysans ou non paysans, élus ou simples citoyens, les organisations, associations et mouvements du Pays Basque et d'ailleurs, pour le soutien sans faille durant toute cette épreuve. Certes, les cinq autres contentieux en cours concernant les subventions du Conseil général, les subventions de la commune de St Pée sur Nivelle, le droit à la déductibilité fiscale des donateurs ainsi que deux autres dossiers techniques liés aux chantiers d'Euskal Herriko Laborantza Ganbara, ne sont pas clos

avec cette affaire. Mais aujourd'hui, ces contentieux n'ont plus de sens dans la mesure où ils se sont appuyés sur le dossier au pénal qui s'est soldé par une relaxe totale pour Euskal Herriko Laborantza Ganbara.

Euskal Herriko Laborantza Ganbara, confortée par cette décision, continuera, déterminée plus que jamais, à travailler pour que l'agriculture paysanne et durable donne des perspectives aux paysans et réponde aux attentes de la société.



Jean-René Etchegaray

D'un lecteur...

La ville de Ciboure est résolument à la pointe de la croisade en faveur du bilinguisme dans l'espace public. Cependant les responsables municipaux ne pêcheraient-ils pas par excès de zèle étant donné la dimension des caractères réservés à la langue française et ainsi nourrir une suspicion de rabaissement de celle-ci au niveau d'une langue régionale...





La réforme des retraites : un choix de société

● Jakes Bortayrou

La Fondation Copernic et l'association Attac sont à l'initiative d'un appel pour «Faire entendre les exigences citoyennes sur les retraites» (1) à partir duquel un collectif regroupant des personnes d'horizons politiques, associatifs et syndicaux divers est en voie de constitution au Pays Basque, comme dans beaucoup d'autres territoires. Prochainement une formation militante sera organisée avant plusieurs réunions publiques pour apporter une autre information sur la question, condition indispensable à de larges mobilisations populaires. En prélude à cette campagne voici quelques extraits de l'analyse d'Attac sur le «Document d'orientation sur la réforme des retraites» rendu public cette semaine par le gouvernement français.

(...) Le gouvernement affirme que «la véritable cause du déséquilibre de nos régimes de retraites est la démographie». C'est doublement faux. Le Conseil d'orientation des retraites a indiqué dans son rapport d'avril 2010 que la principale raison de l'aggravation des déficits sociaux était la crise financière: en 2006, donc avant la crise, le déficit de l'ensemble du système de retraite était de 2,2 milliards d'euros; en 2008, il atteignait 10,9 milliards et il devrait être de 32,2 milliards en 2010. D'autre part, l'allongement de l'espérance de vie ne devient une catastrophe que si on refuse de mettre en débat la richesse produite, sa nature, son évolu-

tion et la manière dont elle est répartie.

Le gouvernement affirme s'engager à «écarter toute solution qui baisserait le niveau de vie des Français ou augmenterait le chômage». Or, prétendre inciter les salariés à travailler plus longtemps, que ce soit en reculant l'âge légal de la retraite ou en augmentant la durée de cotisation, entraîne inéluctablement une baisse du niveau des pensions (...). Alors que le chômage continue d'augmenter, le travail forcé des seniors se substituera à l'emploi des jeunes. Le «travailler plus» des uns se traduira par l'exclusion et la précarité des autres, jeunes, femmes, non diplômés. (...)

On nous dit que les déficits des régimes de retraite se chiffreront par dizaines de milliards d'euros, voire plus de 100 milliards en 2050: mais on refuse d'accompagner l'évolution démographique par une augmentation des cotisations au fur et à mesure que la richesse s'accroît. Pourtant la seule application du taux de cotisation patronale aux dividendes distribués comblerait immédiatement tout le déficit actuel de la Caisse nationale d'assurance vieillesse, le régime général de la Sécurité sociale. Quant à la «contribution supplémentaire de solidarité sur les hauts revenus et les revenus du capital sans restitution au titre du bouclier fiscal», elle restera largement symbolique au regard des sommes nécessaires. (...)

Le gouvernement réaffirme l'impératif de



La logique profonde de la réforme (...) n'est donc pas de préserver la solidarité mais au contraire de rassurer les marchés financiers

solidarité et sa confiance dans le système par répartition. Mais il organise en même temps la baisse inéluctable du niveau des pensions parce que de moins en moins de salariés pourront satisfaire aux nouvelles obligations de travailler plus longtemps. Il ouvre ainsi la voie à tous ceux qui, comme le Medef ou les compagnies d'assurance, veulent élargir le champ des retraites complémentaires par capitalisation auxquelles pourront souscrire les titulaires de hauts revenus ou de hauts salaires. Les inégalités sociales en seront encore aggravées, dans la société et au sein même du salariat. (...) La logique profonde de la réforme annoncée des retraites n'est donc pas de préserver la solidarité mais au contraire de rassurer les marchés financiers: à l'image de ce qui se passe en Grèce, en Espagne et maintenant partout en Europe, le gouvernement veut montrer sa détermination à faire payer la réduction des déficits publics aux salariés et à la population, en laissant intacts les revenus et le pouvoir de la finance. (...)

(1) <http://exigences-citoyennes-retraites.net>

Sur votre agenda

Maiatza:

- **Jeudi 20, 18h, BIARRITZE** (Médiathèque). Rencontre avec trois linguistes: Gilbert Dalgalian, Jean Duverger et Stéphane Borel.
- **Samedi 22, 10h30, BAIONA** (Mairie, grand salon). Remise de prix d'Eusko Ikaskuntza Manuel Lekuona 2009 à Txomin Peillen.

- **Samedi 22, 16h, BAIONA** (Librairie Elkar). Hiziaria Xipri Arbelbide.
- **Samedi 22, de 18h à 23h, BAIONA.** Baionako Sagarno eguna.
- **Samedi 22, à partir de 11h, BAIONA** (Place Lacarre). Baionan Kantuz.
- **Samedi 22, 19h, SENPERE** (la

Place). Concert de soutien aux preso avec Ekintza, Aizkor Erauntsia et Esne Beltza.

- **Samedi 29, 9h30, BAIONA** (IUT Sainte Claire). Cinquième édition de «Hitzaditza», la dictée en langue basque. Date limite d'inscription: le 22 mai. Rens.: Institut culturel basque au 05 59 93 25 25.

Sommaire

● **CAHIER N°1 ENBATA**

L'aménagement du territoire: ensemble sol + identité 4 et 9
Laborantza Ganbara: l'Etat ne se pourvoit pas en cassation 10

● **CAHIER N°2 «ALDA!»** quatre pages de 5 à 8
Encart: Sagarno Eguna

■ **Enbata**, hebdomadaire politique basque, 3 rue des Cordeliers, 64100 Bayonne. Tél.: 05 59 46 11 16 – Fax: 05 59 46 11 09

Abonnement d'un an: 60€

Responsable de la publication: Jakes Abeberry. **Dessins:** Etxebeltz. Imprimerie du Labourd, 8 quai Chaho à Bayonne.

Commission paritaire n°0312 C 87190 **Mail:** enbata@wanadoo.fr